

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Lisez chaque jour notre série
en page 3, intitulée :

Contre le gouvernement Giscard-Barre.
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche.
Lutter dans l'unité.
S'organiser avec le parti des ouvriers et des
paysans, le parti marxiste-léniniste.

Aujourd'hui : «Et si l'on pouvait
éviter la violence ?»

Page 5 : Lutter : comment ?
Des conditions nouvelles

Editorial

Quelle attitude à l'égard de l'URSS au Zaïre

Voilà plusieurs jours que les gendarmes katangais sont revenus à la charge au Zaïre. Il s'agit, comme on sait, de mercenaires qui se sont tristement illustrés par leur opposition féroce à la lutte de ce pays pour son indépendance. Réfugiés en Angola et encadrés par les mercenaires cubains, ils servent désormais les desseins agressifs de l'URSS en Afrique.

Depuis quelques années, l'URSS se livre en effet à une offensive sans précédent sur ce continent (Angola, corne de l'Afrique, etc). Ses richesses la remplissent de convoitise et il se trouve placé de plus, à proximité des routes maritimes du pétrole dont le contrôle lui permettrait d'exercer sur l'Europe un chantage à l'asphyxie énergétique.

Face à cet expansionnisme si voyant, quel jeu jouent les dirigeants du PCF ? Eh bien dans un éditorial intitulé « L'escalade de la Pentecôte », au lendemain de cette agression du Zaïre, « l'Humanité » trouve le moyen de s'alarmer, quant à une éventuelle intervention française destinée à aider le Zaïre à repousser cette agression... Par contre, sur les manœuvres impérialistes de l'URSS en Afrique, pas un mot. Les dirigeants du PCF, si prompts à dénoncer les agissements impérialistes de Giscard au Tchad et au Sahara occidental, ferment par contre complaisamment les yeux sur l'expansionnisme soviétique quand ils ne cherchent pas à le justifier.

Voilà qui est propre à faire réfléchir tous ceux qui posent encore des questions sur l'attitude du PCF à l'égard de l'URSS. Nombre de ses militants eux-mêmes se demandent comment il se fait que le PCF considère toujours l'URSS comme un pays socialiste. Ils ne sont pas sans remarquer et condamner dans leur for intérieur les interventions agressives qu'elle multiplie dans le monde depuis l'invasion de la Tchécoslovaquie qu'ils ont dénoncée en 1968.

A ces militants, à tous ces travailleurs, nous demandons : quelle devrait être l'attitude de ce parti si elle était fondée sur l'internationalisme prolétarien véritable et sur une position anti-impérialiste conséquente ? Bien sûr, condamner avec force et appeler à combattre le gouvernement Giscard-Barre quand il se livre à une politique impérialiste comme au Tchad et au Sahara occidental.

Mais en même temps, il devrait aussi être le premier à dénoncer les grandes manœuvres expansionnistes de l'URSS qui constituent aujourd'hui un danger d'une toute autre ampleur pour les pays et les peuples d'Afrique qui luttent pour préserver et consolider leur indépendance. Eh bien, voyez-vous camarades, c'est ce que nous, communistes marxistes-léninistes, nous faisons.

Jean NESTOR

BARRE SUR TF1:

«Vous voyez, je suis toujours là»

LE CHOMAGE ET LA HAUSSE DES PRIX AUSI

Interrogé hier soir sur TF1 pendant une heure par des journalistes qui n'étaient certes pas des contestataires, Barre a pu jouer pendant une bonne heure les professeurs d'économie et se livrer avec hauteur à un véritable cours magistral. Plus la situation devient difficile, pour les travailleurs, plus le langage de Barre devient hermétique. Certes, il joue les fiers-à-bras quand il affirme : « Vous voyez je suis toujours là » mais s'il emploie tant de mots et de démonstrations savantes c'est bien qu'il n'espère plus réussir à convaincre les travailleurs.

Les dernières hausses de tarifs publics ? Mais comment donc, elles traduisent : « l'élimination partielle des foyers d'inflation », car « l'inflation ce n'est pas la hausse des prix ». En tout cas, il y a une chose de sûre, la hausse des prix c'est bien la baisse du pouvoir d'achat pour les travailleurs. Parlant des fermetures d'entreprises et de la concurrence qu'il veut aiguïser pour achever les « canards boiteux », Barre a eu ce mot superbe. Il faut « lâcher les brochets parmi les carpes pour éviter que les carpes ne prennent le goût de la vase ». Peu lui importe que plus d'un million de chômeurs soit jusqu'au cou dans la vase.

Barre, comme Giscard, plastronne à la télé mais ils ne se font pas d'illusion sur les sentiments des travailleurs à leur égard. D'ailleurs n'est-ce pas pour cela que Giscard ne s'est pas rendu en Bretagne le week-end dernier ?



• Zaïre

Poursuite de la contre-attaque gouvernementale

La situation militaire au Shaba est qualifiée actuellement de stationnaire par les observateurs présents au Zaïre. Mercredi soir, l'Agence Zaïre-presse (AZAP) a annoncé que l'aéroport de la ville de Kolwezi a été repris par une opération hélicoptérée réalisée par le 111^e bataillon de parachutistes des forces gouvernementales.

Une centaine de parachutistes zaïrois auraient réussi à rejoindre dans cette ville les unités défendant le poste de commandement opérationnel encerclé par les assaillants. Le sort des trois mille étrangers résidant à Kolwezi (parmi lesquels 1 750 Belges et 400 Français) inquiète les gouvernements occidentaux d'autant qu'une dizaine d'entre eux

auraient été tués et qu'ils seraient victimes de sévices de la part des ex-gendarmes katangais qui les gardent. Près de 80 Américains ont été évacués par la compagnie américaine Morrison-Knudsen qui les employait et les gouvernements occidentaux restent en liaison constante pour envisager une opération d'évacuation hélicoptérée vers la Zambie.

Le Zaïre, un maillon faible

Une nouvelle fois, l'URSS, par l'intermédiaire des gendarmes katangais agresse le Zaïre. Jeudi dernier, 4 000 mercenaires à la solde de Moscou ont lancé une offensive dans la province du Shaba, au sud du pays. Mardi, les troupes zaïroises ont contre-attaqué à Kolwezi, ville prise par les gendarmes.

L'URSS en a profité pour lancer une offensive grâce à ses gendarmes entraînés en Angola par ses bons serviteurs cubains.

Rappelons pour mémoire que ces mêmes gendarmes ont servi tour à tour les impérialistes belges et américains au Zaïre et l'impérialisme portugais en Angola. Cela fait déjà bien longtemps qu'ils n'avaient pas mis les pieds au Zaïre quand l'an dernier, ils se sont maquillés en libérateurs. Ils sont regroupés au sein du FNLC, front qui existe exclusivement en Angola, et qui a à sa tête le même dirigeant mercenaire Mumba.

Ceux qui parlent d'une rébellion interne masquent la réalité et permettent d'innocenter l'URSS. Ce qui se passe là-bas n'a rien à voir avec une lutte du peuple zaïrois.

D'autres justifient cette agression en disant que le régime de Mobutu est réactionnaire. Est-ce parce qu'un régime est antipopulaire qu'il est juste de l'envahir ? Certainement pas. C'est le peuple zaïrois et lui seul qui doit décider de son sort, les Russes et les Cubains n'ont rien à y faire.

Et puis, il faut être clair, si l'URSS et Cuba interviennent directement ou indirectement dans les affaires des peuples africains, ce n'est pas par philanthropie. Derrière cette agression, il y a autre chose. Le but de l'URSS est de mettre un pied en Afrique centrale. Par ailleurs, le Zaïre est un pays qui possède des richesses qui ont toujours attiré les impérialistes.

En attaquant le Zaïre, l'URSS sait qu'elle a affaire à un maillon faible en Afrique, le régime de Mobutu étant plutôt branlant.

UNE SITUATION DIFFICILE

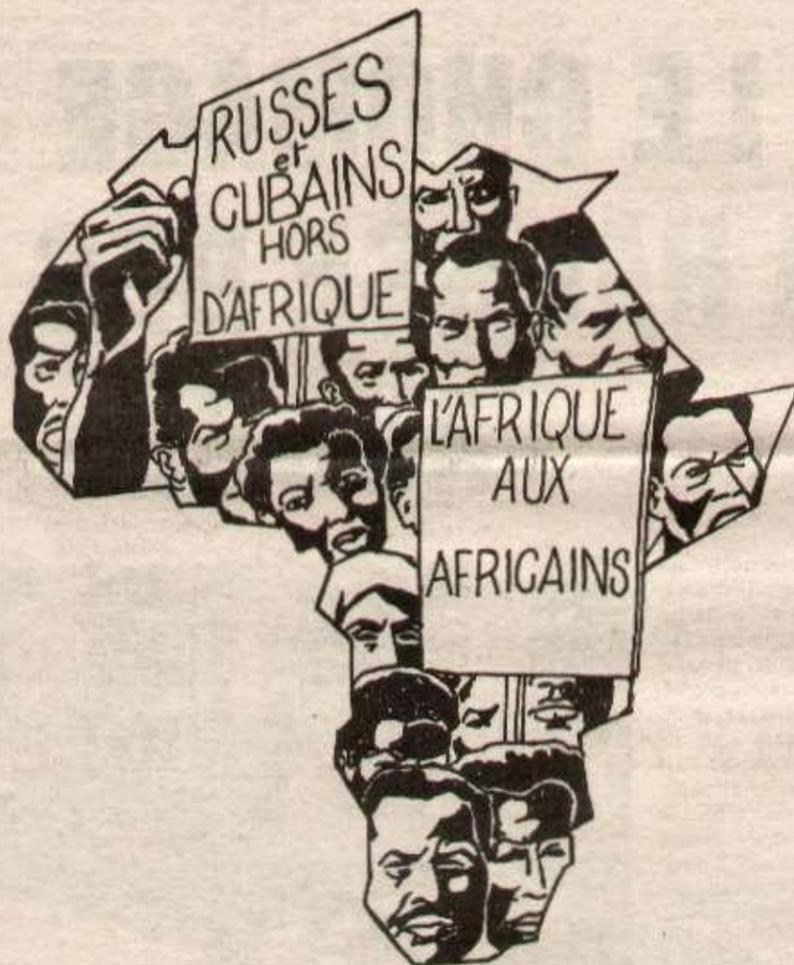
Au Zaïre, la vie est difficile pour le peuple et loin de s'améliorer, les conditions de vie sont devenues intolérables pour diverses couches du peuple. La crise économique a frappé durement ce pays. Quelques faits

ont considérablement augmenté. Cette crise est due principalement à la grande dépendance du Zaïre vis-à-vis de l'étranger.

Le peuple zaïrois a réagi contre cette aggravation des conditions de vie : en août 1977, les services publics ont été paralysés pendant

un mois par une grève des travailleurs. Les mois de décembre 1977 et janvier 1978 ont été également jalonnés de grèves. Ces grèves ont ébranlé un régime corrompu. Le gouvernement de Mobutu est totalement discrédité aux yeux du peuple zaïrois.

Ainsi, on le voit, au Zaïre, la vie n'est pas facile,



Les réactions internationales

• Zambie

Le président Kenneth Kaunda a démenti mardi que son pays soit mêlé de quelque façon à un plan visant à renverser le président Mobutu du Zaïre.

Au cours d'une conférence de presse, le président Kaunda n'a cependant pas exclu que les forces qui ont attaqué le Shaba aient traversé la Zambie. Il a souligné que les troupes zambiennes sont concentrées sur les frontières de la Rhodésie et de la Namibie. Ces frontières, a-t-il ajouté, sont très longues et il est difficile de les fermer complètement.

• A Moscou

L'Agence Tass a battu les records du toupet en annonçant les combats, et pour tout commentaire en parlant de « l'ingérence de l'impérialisme américain, l'année dernière, dans le conflit du Zaïre ».

• A Pékin

L'Agence Chine-nouvelle a dénoncé « qu'à l'instigation soviéto-cubaine, une nouvelle invasion avait été entreprise ».

est-ce une raison pour envahir un pays ?

IL FAUT ETRE CLAIR

L'URSS est intervenue à un moment de crise. Cependant, il n'y a rien d'évident, loin de là, à ce qu'elle remporte la victoire. En effet, le peuple zaïrois n'acceptera pas d'être envahi. Le gouvernement zaïrois lui-même s'était préparé à une éventuelle agression.

Il faut ajouter autre chose. Aujourd'hui, le monde a les yeux braqués sur la situation au Zaïre, ce qui permet de minimiser un événement très important que constitue l'offensive éthiopienne encadrée par les Soviétiques et les Cubains contre l'Érythrée. A cet endroit de l'Afrique, l'URSS intervient directement et montre clairement son visage.

Vague de grèves en Amérique latine

COLOMBIE : VICTOIRE DES GRÉVISTES DES TRANSPORTS URBAINS

La grève de 24 heures des chauffeurs d'autobus colombiens qui a affecté surtout Bogota, s'est achevée lundi à minuit.

Les grévistes ont obtenu une réduction de leur journée de travail de seize à dix heures, ainsi que l'annulation de la mesure gouvernementale instituant le dépôt d'une caution en espèces par les chauffeurs, en garantie des véhicules qu'ils conduisent.

D'autre part, le Conseil national syndical, qui groupe les quatre principales centrales colombiennes, a annoncé une grève de 24 heures des employés de l'État jeudi prochain, pour appuyer des revendications salariales.

BRÉSIL : 20 000 TRAVAILLEURS EN GREVE

Plus de 200 000 travailleurs de la métallurgie sont en grève actuellement au Brésil. Les 8 000 travailleurs de l'usine Mercedes Benz de San Fernando se sont mis en grève mardi matin pour obtenir des augmentations de salaires. A ces grévistes se sont joints les 11 000 ouvriers de l'usine Ford, toujours à San Fernando, et là aussi, pour des augmentations de salaire.

Les ouvriers de la firme suédoise Saab Scania, environ 1 500, ont repris temporairement le travail jusqu'à vendredi prochain en attendant que leurs revendications soient satisfaites.

Enfin, les travailleurs des usines Perkins et Karmann Ghia menacent aussi de déclencher une grève si leurs revendications ne sont pas satisfaites.

PÉROU : GREVE CONTRE LES HAUSSES DE 60 % DU COUT DE LA VIE

Les 17 000 employés de banque du Pérou ont déclenché mardi matin une grève de 24 heures pour protester contre la hausse de 60 % du coût de la vie, entraînée par l'augmentation des prix des denrées alimentaires, des carburants et des transports, décrétés par le gouvernement. C'est une première action, a déclaré le syndicat contre cette « agression » faite contre le peuple.

Par ailleurs, le gouvernement, par crainte de mouvements a fermé les écoles et les lycées dès l'annonce de ces augmentations. Dix recteurs des universités les plus importantes du pays ont protesté contre cette mesure illégale.

VÉNÉZUELA

Plus de 150 000 professeurs ont cessé leur travail mardi, dans différentes villes vénézuéliennes, pour manifester leur soutien aux enseignants universitaires qui poursuivent une grève de la faim.

Ce mouvement affecte les établissements primaires, secondaires et universitaires.

Les enseignants universitaires, qui observent une grève de la faim depuis deux semaines, ont expliqué que leur action était destinée à appuyer leurs revendications salariales.

NICARAGUA : MENACES GOUVERNEMENTALES CONTRE LES LYCÉENS

Le ministère nicaraguayen de l'Éducation a annoncé mardi que tout élève de l'enseignement secondaire se livrant à une activité politique à l'école serait immédiatement mis à la porte.

Le ministère ajoute que, conformément au règlement, l'expulsion sera d'autre part prononcée après un certain nombre d'absences injustifiées.

Cette mise en garde gouvernementale intervient alors que des manifestations ont lieu dans plusieurs villes du Nicaragua, et qu'un ordre de grève générale a été lancé dans les collèges.

A Leon (70 km au nord-est de Managua), Masaya et Granada (45 km au sud-est de la capitale), des élèves du secondaire ont abandonné les cours, occupé les collèges, et manifesté dans la rue. Ils protestent contre les représailles exercées sur les dirigeants du mouvement de grève d'avril dernier.

50 000 étudiants avaient en avril dernier occupé leurs écoles et n'avaient mis fin à leur mouvement qu'à la condition notamment que le gouvernement n'engage aucune représaille contre ses dirigeants.



Monory, ministre de l'Économie au «Monde» :

Qui paiera la croissance industrielle ?

Monory, ministre de l'Économie, a bien défini dans une interview au « Monde » ce qu'est la politique économique du gouvernement : pour assurer la compétitivité de l'économie française, il faut une croissance de 4,5 % ; ce qui suppose liberté des prix et restructuration ; ce qui entraîne hausse des prix et chômage accru.

« J'espère que nous dépasserons un peu 3 % cette année, a déclaré Monory en parlant de la croissance industrielle. Mon objectif est d'aboutir à une cadence de 4,5 % pour l'été 1979 ; ce qui ferait un taux moyen pour l'an prochain de l'ordre de 4 %. L'Europe ne peut pas, en tout cas, rester à 2,5 % quand les États-Unis réalisent 4,5 % et le Japon 7 % ». Une fois posée la question dans ces termes, quelles décisions a pris le gouvernement ?

47 % DE HAUSSE DES PRIX ?

Première mesure, la libé-

ration des prix. Quand Mathieu, journaliste du « Monde », rappelle que la libération des prix de l'automobile a entraîné une hausse de 47 % en dix-huit mois, Monory explique que le jeu en vaut la chandelle : l'industrie automobile française s'est développée sur le marché mondial et la pénétration étrangère en France a été endiguée.

Il déclare par ailleurs faire confiance aux monopoles : « Certains m'annoncent que des hausses de 2 ou 3 % ». N'est-ce pas contradictoire avec le fait que le patronat réclame à cor et à cri la libération des prix,

ans, comme le dit le ministre de l'Économie ? Pourquoi aussi ose-t-il à peine espérer que la hausse ne dépassera pas les 10 % l'an, ce qui est (au niveau de l'indice officiel) un chiffre élevé ?

1 200 000 CHOMEURS ?

Concernant l'emploi, Monory déclare qu'il ne fera « pas de propositions de réduction du chômage pour cette année ». Il ne nie pas la possibilité du million et 200 000 chômeurs, en chiffres officiels toujours.

De toutes façons là aussi, le jeu en vaut la chandelle selon le ministre. L'État ne maintiendra pas en survie « des entreprises qui ne peuvent y arriver comme Boussac ». L'État jouera par contre la restructuration à plein, en développant ce qui est rentable et en fermant le reste : « Le rôle de l'État est d'aider à sauver ce qui est sain et de traiter le problème social et humain



Les luttes dans le textile contre la restructuration sont nombreuses.

posé par les activités condamnées. Ce qu'il faut, c'est aider temporairement les reconversions... ».

« Le problème social et humain », ce sont les milliers de chômeurs qui se retrouveront à la porte parce

que leur entreprise, jugée non-rentable a été fermée. L'emploi est d'ailleurs le premier objectif de Monory, nous-dit-il : assurer la croissance par la restructuration pour ensuite assurer le plein emploi.

Mais pour restructurer, il faut licencier... ce qui veut dire que pour assurer le plein emploi (promis pour 1980), il faut licencier aujourd'hui. C'est ce qui s'appelle « traiter le problème social et humain »...

Contre le gouvernement Giscard-Barre
Pour sortir de l'impasse des partis de gauche
Lutter dans l'unité.
S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste



«ET SI L'ON POUVAIT EVITER LA VIOLENCE ? »

Quand les travailleurs de la RATP tiennent des piquets de grève dissuasifs à la porte des dépôts, quand la police encadre systématiquement toutes les manifestations révolutionnaires parisiennes, quand elle charge la manifestation du Premier mai après les provocations des autonomes, quand les Brigades rouges enlèvent Aldo Moro en Italie, une question est posée, à laquelle on ne peut échapper : la question de la violence.

Cette question de la violence fait reculer beaucoup de gens devant l'idée de la révolution : « Pourquoi ne pas essayer tout d'abord les élections, pourquoi ne pas tout d'abord essayer d'obtenir certaines choses sans violence ».

Mais la question de la violence reste posée quotidiennement, dans les faits : chaque lutte est une violence aux yeux du gouvernement. Il envoie souvent sa police, ses gardes-chiourmes. Comment n'en serait-il pas de même lors de la prise du pouvoir ? C'est inévitable. La bourgeoisie résistera, tentera de reprendre le pouvoir perdu.

Si l'on pouvait passer au socialisme sans violence de classe, nous serions les premiers à tenter l'expérience. Nul ne veut la violence pour le plaisir. Mais le problème est que les choses ne tournent pas comme nous le voulons. En Mai 68, de charges policières en charges policières, les manifestations ont dû prendre un tour de plus en plus violent. Il y a eu dix-neuf morts en Mai-Juin 68 et 1 798 personnes hospitalisées dont 953 pour la région parisienne. (« La France de 68 », Delale et Ragache. Seuil).

On ne peut pas totalement éviter la violence dès que l'on se lance dans la lutte.

Le XXIIe congrès du PCF comporte sur cette question une contradiction insurmontable. D'une part, le texte lance une mise en garde : « La grande bourgeoisie exploiteuse ne renonce jamais de plein gré à sa domination et à ses privilèges. Elle a toujours

tendance à utiliser tous les moyens possibles pour les préserver ou les reconquérir. L'expérience douloureuse du Chili, la situation actuelle du Portugal en témoignent ».

Comme la bourgeoisie utilisera les moyens illégaux et violents pour assurer ou reprendre son pouvoir, le texte du XXIIe congrès précise : « Dès lors les travailleurs, les masses populaires ne peuvent se limiter à exercer leur droit de vote une fois tous les cinq ou sept ans (...). Il n'y a pas d'autre moyen de faire respecter les revendications immédiates, d'imposer les transformations profondes qui conduisent au socialisme que la lutte ».

Voilà un langage en apparence bien non-électoraliste et bien révolutionnaire. On nous précise d'ailleurs que « les communistes, eux, sont des révolutionnaires ».

Mais il y a un autre aspect développé dans ce même texte du XXIIe congrès : « Révolution n'est pas synonyme de violence. La guerre civile ne figure pas dans les objectifs du Parti communiste français. Ce qu'il propose à la classe ouvrière et au peuple de France, c'est d'assurer par leur action une avance démocratique vers le socialisme dans la liberté et la paix civile ».

Cette double position n'est-elle pas invivable ? Il faut choisir : ou l'on organise la lutte de masse contre la bourgeoisie et dans ce cas, il faut aller jusqu'à la lutte violente des masses, ou au contraire, on s'en tient à des vœux pieux sur la démocratie alors que la bourgeoisie ne la respecte pas, elle, cette démocratie. Le XXIIe congrès n'emploie le mot de lutte que comme un paravent pour faire croire qu'il ne rejette pas la lutte de classe. Il ne considère la lutte des masses que comme un support pour la « voie démocratique au socialisme », pour la voie électorale. C'est au nom de telles conceptions qu'en période électorale, les dirigeants de gauche appellent à ne pas

lutter trop, ni trop durement : « Pas de provocation, camarades ! », disent-ils.

Mais c'est aussi au nom de ces mêmes conceptions qu'avant les élections, ils appellent à aller faire pression en manifestation devant la porte des ministères. Des dirigeants du PCF n'ont-ils pas même appelé à aller manifester devant le local du PS, lors de la rupture de la gauche.

Le thème de leurs discours est alors : « Soutenez l'action des communistes et votez pour eux ».

Or, la lutte c'est autre chose que cela. C'est l'offensive d'une classe contre une autre. Et cette lutte peut à certains moments devenir violente. Au fond, cela ne dépend pas de nous. C'est le système qui impose le recours à la violence.

Pour obtenir satisfaction sur nos revendications, ne faut-il pas à certains moments affronter les jantes, la milice patronale ou la police ? Il en sera de même lors de la lutte non pas pour telle ou telle revendication mais pour le pouvoir lui-même. La lutte sera même plus dure.

Il faudra que ce soit une lutte de masse, non pas une lutte menée par une « minorité agissante » mais par les larges masses. C'est cette position que nous devons avoir dès aujourd'hui dans les luttes quotidiennes.

Il est des moments où tous ensemble, nous devons défendre notre grève face à la police, notre logement face aux expulseurs, notre terre face aux cumulards. On ne peut combattre le système capitaliste sans s'opposer violemment à lui quand il le faut. Il ne peut y avoir au fond de lutte quotidienne sans une certaine violence... On ne peut, à plus forte raison, renverser pacifiquement le capitalisme.

Philippe LECLERC

(Demain : Seule, la lutte classe contre classe amènera au socialisme).



● Toussaint-Deviliebiss (Valence)

Ouvriers et délégués unis dans la lutte !

Sur la porte extérieure de l'usine, sous les pancartes « Usine occupée », une grande inscription : « Un huissier peut en cacher un autre ». Les ouvriers en grève de Toussaint répondent ainsi avec humour aux visites d'huissiers vraiment trop fréquentes qui voudraient servir d'intimidation contre les grévistes mais qui ont, en fait, pour seul résultat de souder un peu mieux leur unité.

LA POPULARISATION S'ÉTEND

A l'usine, malgré la semaine du 1er Mai et les ponts, le moral est bon et la mobilisation ne faiblit pas. La popularisation s'étend aux autres usines de la ville mais aussi à l'hôpital, aux lycées, etc.

Les habitants du quartier sont favorables aux grévistes, même les petits commerçants dont l'un a promis de servir un repas aux grévistes.

Un délégué CGT nous a expliqué que l'unité si forte chez les grévistes venait de ce que toujours il avait expliqué que, seuls face au patron, les délégués ne pouvaient rien et n'essuieraient que des refus aux revendications posées mais que, par contre, tous ensemble, là le patron voyait les choses d'un autre œil.

Pour les problèmes personnels qui peuvent se poser, la règle est d'aider les cas qui se présentent dans la mesure du possible. Ce qui est important, c'est de les exprimer et de voir ensemble comment les résoudre.

Aujourd'hui, l'expulsion par les forces de police peut se faire d'une minute à l'autre. Les travailleurs de Toussaint et leur syndicat CGT appellent tous les travailleurs de Valence à exprimer leur solidarité.

Correspondant HR

● Coignet-Rosny sur Seine

Les menaces de mort et les lames de rasoir ne pourront entamer la combativité

Depuis le 11 avril 1978, les ouvriers de l'usine de préfabrication lourde de l'entreprise Coignet à Rosny-sur-Seine sont en grève soutenus par la section syndicale CFDT.

Soixante-quatre ouvriers participent à la grève, soit 90 % du personnel.

Leurs revendications sont les suivantes : augmentation de 300 F pour tous, indemnités compensatrice de repas de 20 F pour les chauffeurs, indemnisation des jours de grève, aménagement du règlement intérieur sur la prime d'assiduité, chaussures de sécurité gratuites pour tous, prime d'ancienneté, aucune sanction suite à la grève, un comité hygiène et sécurité, amélioration des conditions de logement pour les travailleurs logés sur place, cessation des attaques verbales dont certaines à caractère raciste de la part de l'encadrement et

respect de la dignité des travailleurs.

Bien que la plupart de ces revendications ne soient que la volonté des travailleurs de faire respecter la loi (sécurité, prime ancienneté, etc.) le patron refuse toute négociation.

Les ouvriers demandent 300 F, soit 15,56 % et augmentation en moyenne, le patron, lui, propose 3,5 %. Pour les chaussures de sécurité, le patron accepte d'en payer la moitié, ce qui fait dire aux ouvriers « la droite pour le patron, la gauche pour nous ».

DES PRESSIONS CRIMINELLES

Les référés, les menaces d'action en justice n'ont pas

réussi à abattre la détermination des travailleurs. Aussi des pressions criminelles sont exercées : le délégué syndical est agressé de nuit par huit hommes et défiguré à coups de lames de rasoir. Les nervis qui l'ont attaqué, l'ont menacé en disant : « Si tu continues à défendre ces bougnoules, on te mettra une balle dans la peau ».

Mais ces intimidations n'y peuvent rien et les salariés ont organisé mercredi une manifestation à Mantes pour dénoncer les provocations de ces fascistes.

LA SOLIDARITÉ

Français et immigrés sont au coude à coude pour

lutter pour le respect de leurs conditions de travail. Plus que jamais, les travailleurs de Coignet ont besoin du soutien de tous les travailleurs, après ces quatre semaines de grève. Déjà, la solidarité se développe autour de Mantes où des paysans ont apporté une aide matérielle (pommes de terre, œufs, etc.) mais cette solidarité doit s'amplifier. Le soutien de tous est indispensable.

Soutien financier :
URCB-CFDT, 3, rue du
Château-d'eau 75010

Château-d'eau 75010
Paris CCP 5211-30 Paris

Correspondant HR
avec les grévistes de
l'usine.

● Hôpital psychiatrique St Anne (Paris)

La grève illimitée est décidée

Le personnel de l'hôpital Sainte-Anne, réuni en assemblée générale à l'appel de la CGT, de la CFDT et de FO a voté à la grande majorité la grève illimitée, reconductible tous les jours.

Il y a un mois, les travailleurs du service « Folie » ont montré l'exemple. En délégation de masse, ils sont montés à la direction pour protester contre le manque de personnel.

30 à 50 % DES EFFECTIFS

Comme d'habitude, le directeur a fait son cinéma tantôt paternaliste, tantôt méprisant, il nie le manque d'effectifs. Il porte une grande responsabilité dans la situation catastrophique d'aujourd'hui pour n'avoir rien fait depuis des années. D'autant plus qu'il est également inspecteur national de la Santé publique.

Dans certains services, il y a 30 à 50 % des effectifs réels. Certains médecins-chefs reconnaissent la carence de l'administration en matière de recrutement.

UNIR LES CATÉGORIES

L'ensemble du personnel — médical, ouvrier, administratif — refusent l'austérité de Barre, de Simone Veil. Les infirmiers veulent des conditions de travail leur permettant d'être au service des hospi-

taisés, ils refusent de jouer les bouche-trous ou les « gardes-fous ».

Les ouvriers, les administratifs veulent la prime de 250 F en parité avec les médicaux, la titularisation des auxiliaires. En assemblée, l'unité de toutes les catégories s'est avérée nécessaire.

HUÉ ET RIDICULISÉ

Une grande volonté de lutte anime les grévistes. Deux petits exemples : pour protester contre la lenteur de la mise en place de la mécanisation, les grévistes ont apporté des chariots d'alimentation vides devant la direction et ont bloqué la voiture du directeur.

Celui-ci a fait retirer les chariots le soir ; le lendemain matin, ils étaient revenus ; ou bien encore, le directeur est venu en assemblée générale avec ses collaborateurs tenter de faire diversion en discourant avec force détails techniques sur la bonne volonté de Simone Veil ou encore sur les nostalgiques de Mai 1968 ! A chaque fois, il s'est fait huer, il a refusé de répondre aux questions

et est parti sous les rires et les cris.

L'organisation de la grève prévoit entre autres :

- Des piquets de grève combattifs ;
- La gratuité des soins ;
- L'information à la presse, à la population du quartier ;
- Une manifestation

et dans la rue et bien d'autres initiatives.

Par souci des malades, l'approvisionnement alimentaire est assuré par les grévistes. A l'hôpital, il y a bien longtemps (mémoire d'anciens) que l'on avait vu une telle détermination.

Correspondant HR
avec accord de plusieurs
grévistes

● Eaton-St Nazaire

Poursuite de la grève sur le tas

Depuis trois semaines, les travailleurs de Eaton sont en lutte sur les classifications (Voir HR No 888). Le patron a voulu briser la lutte en mettant à pied vingt-neuf travailleurs. Mais, tous unis, les ouvriers de Eaton ont riposté par une opération « portes ouvertes », le week-end dernier.

Mardi 16 mai, la grève était de nouveau totale.

Après l'opération « portes ouvertes » de samedi et dimanche (environ un millier de visiteurs), comme prévu les participants à l'assemblée générale, lundi soir, et leurs organisations syndicales — CGT, CFDT — ont proposé à l'ensemble du personnel de s'installer au pied des machines en refusant de travailler jusqu'à l'ouverture de négociations.

C'est ce que les ouvriers ont fait mardi matin.

Des représentants des unions locales ont fait un va-et-vient entre l'usine et l'inspection du travail. La direction exige notamment un constat d'huissier, mais dans une usine vide.

Les ouvriers ont fait transmettre qu'ils accepteraient de sortir à l'extérieur des grilles le temps du constat. L'occupation s'est poursuivie mardi soir.

LE NUMÉRO 16 DE PROLÉTARIAT EST PARU

SOMMAIRE DU No 16

EDITORIAL - Les résultats des élections et la lutte contre le révisionnisme.	
Jacques JURQUET	page 3
FRONT PAYSAN - Eleveurs intégrés, la firme Wessafic au banc des accusés.	
Michel DOURAT	page 8
- Contribution à l'analyse des classes à la campagne. (Enquête dans un canton de l'ouest de la France).	
Lucien NOUVEAU	page 11
ANALYSE ECONOMIQUE - La crise dans la construction navale.	
Par des camarades de St-Nazaire	page 21
130e ANNIVERSAIRE DU « MANIFESTE » - « Ils n'étaient qu'une poignée et ils sont allés de l'avant ». Discours de Fernand LEFEBVRE au meeting de Bruxelles (extraits)	page 32
- Discours de Jacques JURQUET (texte intégral)	page 36
DOCUMENTS DU IIIe CONGRES DU PCMLF	
- Salut aux partis frères	page 2
- Communiqué	page 39
- Rapport politique	page 40
- Situation internationale	page 43
- La situation en France et les tâches du parti	page 55
- Un seul parti marxiste-léniniste en 1978	page 75
- Résolution sur la pensée-maoïstounge	page 78
INDONÉSIE - « L'ordre nouveau » chancelle !	
Pierre DUQUESNE	page 80
- Document : déclaration du PKI	page 85
FRONT CULTUREL : John HEARTFIELD, photomonteur communiste	
Thierry DUFRENNE	page 87
NOTES DE LECTURE - Le groupe Octobre de Michel Fauré - Marxisme et Algérie de René Gallissot - Communisme et nationalisme en Algérie d'Emmanuel Sivan - Combat-musique - Miliciennes des îles de Li Jou-tsing - Histoire de la Chine moderne des Editions du peuple de Changhaï	page 90

ABONNEZ-VOUS, PASSEZ VOS COMMANDES A L'ADRESSE SUIVANTE
PROLÉTARIAT
Revue théorique et politique
BP 320
13213 Marseille Cedex 1
CCP : 2130 89 H Marseille
Tél : 16 (91) 90 97 07



LUTTER : COMMENT ?

Des conditions nouvelles

Sur le plan de l'emploi, les exemples actuels de Terrin ou Boussac sont dans le droit fil des « dégraissages » d'avant les élections qui nous ont déjà conduits au million et six-cent mille chômeurs d'aujourd'hui.

Ils vont de pair avec la poursuite du plan-acier qui devrait se solder par encore 14 000 suppressions d'emplois ou avec la poursuite de la restructuration de la navale, du textile et autres secteurs, avec leur cortège de licenciements, réductions d'horaires et pertes de salaires.

C'EST PIRE QU'AVANT

Non seulement c'est comme avant, mais c'est pire : le gouvernement Giscard-Barre accélère le mouvement pour mieux servir les monopoles. Ils ne prennent même plus la peine de cacher ces réalités, il les

étaient au contraire avec cynisme !

Quant au pouvoir d'achat, « la liberté des prix » et « la vérité des tarifs publics » promises dans le programme de Blois nous sont octroyées avec la plus grande célérité : SNCF : plus 15 % pour les tarifs voyageurs, (25 % pour les abonnements) EGF : 10 % en moyenne ; PTT plus 12 % pour le téléphone, 17 à 20 % pour les timbres, plus 15 % pour les paquets, les mandats...

Ce drapeau-là, il a non seulement conduit les travailleurs à une impasse, mais en dévoyant les luttes, il a contribué à permettre l'application des précédents épisodes de la politique monopoliste : les deux premiers plans Barre.

Bien des travailleurs, dans les partis et en-dehors, dans les syndicats aussi, se posent beaucoup de questions à cet égard, auxquelles

nous essayons de répondre dans la série d'articles que nous publions en page 3.

LUTTER : COMMENT ?

Nous aborderons dans cette page, à travers une série d'articles, ces questions sous un autre angle : celui de la lutte qu'il nous faut mener dans l'immédiat pour faire face à cette nouvelle offensive patronale.

Quelles sont les revendications, les formes et méthodes de luttes qui permettent le mieux d'unir et de gagner ? Quelle activité mener dans les syndicats, et sur quelle ligne, pour faire progresser l'unité révolutionnaire de la classe ouvrière ?

Essence : 26 centimes de plus par litre, ceci à titre d'exemple et sans parler de ce qu'on nous annonce déjà (13,6 % pour le métro-bus à Paris, entre autres !).

Les conditions de travail et leur amélioration à la sauce Barre suivent le même chemin : voyez les machinistes de la RATP avec leurs nouveaux horaires particulièrement soignés ou les travailleurs immigrés de Dehe logés dans des wagons, ou les enseignants dont certains poussés à bout par de déplorables conditions, des contrôles plus que tatillons, en arrivent au suicide.

Bref, inutile de s'appesantir les travailleurs connaissent bien la politique « sociale » du gouvernement actuel, la même politique qu'avant, avec le même gou-

vernement : une politique simplement accélérée et accentuée.

Et cette politique qui les frappe toujours plus durement, ils veulent aussi et toujours la combattre : les luttes nombreuses menées actuellement en témoignent !

APRES L'IMPASSE

Mais les conditions de cette lutte sont nouvelles.

Les états-majors des partis de gauche et, du même coup, des syndicats n'ont plus rien des héros d'hier brandissant le drapeau de l'Union de la gauche, du Programme commun, « pour changer de cap » ou « changer la vie ».

Nous en parlerons à travers l'exemple des luttes qui se mènent aujourd'hui, ou qui se sont menées récemment.

Mais pour commencer, et parce que les conditions de la lutte, après l'impasse de la gauche, sont nouvelles, nous parlerons de la politique de concertation ouverte par le gouvernement actuel et dans laquelle se sont engouffrés les responsables des syndicats. Nous en parlerons notamment d'un point de vue historique, pour en dévoiler les racines bien anciennes et la nature inchangée.

Nous comptons bien sûr sur nos lecteurs pour nous aider et contribuer à rendre vivantes et concrètes nos explications : c'est auprès des travailleurs, c'est dans les faits que se trouve la vérité.

● Montpellier

«Renforçons la lutte des travailleurs de la Colombière»

Le texte ci-dessous a été diffusé le 17 mai parmi les travailleurs de la Colombière, hôpital en grève depuis le 11 mars pour des revendications locales et nationales. Il est extrait de « En avant », bulletin du Parti communiste marxiste-léniniste de France.

En même temps, une collecte de 200 F était remise aux grévistes.

(...) « Pour aboutir, les grévistes, se sont dotés de moyens efficaces : assemblées générales, popularisation, soutien financier. Ainsi, ils montrent la voie aux travailleurs de Saint-Eloi, Guy de Chauliac, Saint-Charles qui ont des conditions de travail semblables et les mêmes patrons. Les revendications de tous les hospitaliers aboutiront s'ils étendent leur combativité, leur unité, mais aussi s'ils renforcent leur vigilance ».

Le texte cite à ce propos l'attitude du maire PS, Fréche, en même temps président du Conseil d'administration de l'hôpital, qui « apporte son soutien » mais refuse de siéger aux négociations. Monsieur Robespi et Madame Sutra

membres du conseil d'administration et en même temps du PCF, font de même. Peraldi, conseiller municipal et responsable FO apporte aussi « son soutien », alors que FO refuse d'appeler à la grève. Le texte conclut : « Nous ne devons compter que nos luttes. La victoire sera le résultat de la détermination, du renforcement de l'unité de la solidarité effective de tous les hospitaliers et de tous les travailleurs ».

NB : La grève nationale des hôpitaux a été largement suivie à Montpellier, même dans les hôpitaux qui n'étaient pas en grève : St-Charles et St-Eloi. Les grévistes de la Colombière font le tour des hôpitaux en manifestation pour que se tiennent une assemblée générale de tous les hospitaliers en vue de la poursuite de l'action.

ABONNEMENT

	QUOTIDIEN		
	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

	BIMENSUEL		
	Plî ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases correspondant à la formule choisie.
 Nom : Prénom :
 Rue : Commune :
 Code Postal :
 Adressez-vous à l'« Humanité rouge »
 BP 61 75861 Paris Cedex 18
 Paiement par chèque ou mandat
 CCP 30 22672 D La Source

Souscrire et faire souscrire pour contribuer à la bataille politique

La bataille politique menée à l'occasion des élections nous a permis de lutter contre l'électorisme et de faire connaître le point de vue et les propositions politiques des marxistes-léninistes de façon inégalée, mais elle a bien sûr coûté fort cher. La bataille continue que représente la sortie de notre presse et notamment de notre quotidien sur huit pages nécessite également de grands efforts.

Plus que jamais, la souscription est nécessaire, plus que jamais, elle constitue un acte de soutien politique aux marxistes-léninistes et à leur presse. Pour matérialiser l'importance que nous lui attribuons et pour que nos lecteurs puissent suivre le déroulement de la bataille financière engagée à l'échelle de la France entière, nous avons décidé de faire apparaître dès que ce sera possible par ville et département les sommes reçues.

Nous demandons pour cela aux lecteurs, groupes de lecteurs et aux organisations de base des communistes marxistes-léninistes de France de mentionner à l'intérieur de l'enveloppe dans laquelle ils nous envoient des souscriptions la ville et le département où ils se trouvent. Cela facilitera le travail de l'administration. Ne manquez pas non plus de nous adresser de courts récits expliquant par exemple, comment vous vous y êtes pris pour réussir une souscription de masse ou par quels moyens vous comptez réaliser votre plan de souscription. Mettons l'émulation entre différentes villes et campagnes de France au service de la bataille financière et politique, dans le cadre bien entendu des possibilités inégales et différentes et en essayant de développer la souscription de masse.

Envoyez-nous sans hésiter vos suggestions et remarques.

SOUSCRIPTION

Total précédent : 121 467 F

Supplément à réabonnement L.C.J.M.	20 F
" G.P.	10 F
D.G.M Soutien à HR.	200 F
Section CDP du PCMLF	20 000 F
Anonyme	20 F
CD Seimandi.	261 F
Supplément à réabonnement S.D.	10 F
" ME	14 F
" NG	60 F
" LF	20 F
" AH	150 F
" GTH	10 F
" JPL	25 F
" CD	10 F
" LY	120 F
" AAM	20 F
" PP	101 F
" FJC	10 F
" LGF	120 F
" MPH	150 F
" BE	120 F
" LPS	10 F
" BA	45 F
" TG	25 F
Pour que vive et se développe notre presse LJ	100 F
Sur réglemens calendriers et brochures	
souscriptions 1977	12 000 F
Supplément à vente de brochures L.	7,25 F
Souscription pour notre journal BA	120 F
Trois enseignants, deux paysans,	
un salarié agricole	475 F
Deux camarades CG Mahmoud Saleh.	200 F
Supplément à brochures Canada	71,33 F
Supplément à réabonnement GC	20 F
CD Pierre Sémard	500 F
Supplément à réabonnement SB	120 F
" PD	64 F
" JD	25 F
" BA	12 F
" RD	1 000 F
" RG	4 F
" EB	175 F
" GJ	25 F
" PC	25 F
" AF	100 F

Nouveau total général : 158 041,58 F

Le juge Pascal devant le tribunal de Rennes

Son procès sera celui du secret de l'instruction

On se souvient du juge Pascal qui, premier juge d'instruction du parquet de Béthune, avait été chargé de l'instruction de l'affaire de « Bruay en Artois » et qui ensuite en était dessaisi pour avoir rendu public un certain nombre de faits du dossier et mis en cause le secret de l'instruction. Jeudi 18 et vendredi 19, c'est lui qui comparait devant le tribunal de Grande instance de Rennes poursuivi par les époux Leroy sous l'inculpation de « violation du secret professionnel et du secret de l'instruction ». Il risque de un à six mois de prison et une amende.

Après que le juge Sablayrolle à qui avait été confié l'instruction du meurtre de la jeune Brigitte Dewaere, ait prononcé le 30 octobre 1974 le non-lieu en faveur des époux Leroy, et renvoyé Jean-Pierre F. devant le juge pour enfant, le juge Pascal écrivait dans Paris-Match un article où il déclarait notamment : « Je suis atterré. Notre justice s'enlise de plus en plus et

son avenir me paraît singulièrement sombre. Elle continue à être secrète, demeurant ainsi une institution antidémocratique, puisque échappant à tout contrôle possible du peuple qui continue à en être séparé par un profond fossé. Il faut bien constater, en effet, que lorsque le voile se lève sur cette mystérieuse institution on découvre avec stupéfaction toutes sor-

tes d'indices qui font penser à l'existence d'une justice de classe, de caste, qui plutôt que de rechercher la vérité, préfère jeter la confusion dans les esprits ».

UNE SECRET DE POLICHINELLE

Dans le même article, le juge Pascal avait utilisé des détails du dossier de l'affaire de Bruay qui, d'après l'accusation, auraient dû demeurer secrets.

Le juge Pascal répond que le secret de l'instruction c'est un secret de polichinelle, « tout ce que j'ai écrit dans cet article avait été dit auparavant par d'autres que moi. Les journalistes utilisant les tuyaux donnés par les avocats, la police ou d'autres magistrats avaient largement commenté le réquisitoire et les con-

clusions du parquet. J'avais moi-même déposé des plaintes auprès des tribunaux de Béthune et de Paris pour établir comment ces renseignements étaient parvenus à la presse. Mes plaintes ont été classées irrecevables et classées sans suite ».

Ainsi donc, le procès du juge Pascal sera le procès de la justice et du secret de l'instruction.

L'article 2 du code de procédure pénale qui réglemente le secret de l'instruction est de fait totalement dépassé. Peyrefitte avait présenté en novembre dernier devant le Sénat et au nom du gouvernement un nouveau projet sur le secret de l'instruction. Le Sénat l'avait repoussé. Ce projet paraissait plus libéral en apparence puisqu'il autorisait le procureur, le juge d'in-

struction, certains officiers de police et les avocats à communiquer des éléments du dossier au public. Mais parallèlement, était institué un délit qui punissait de prison ceux qui publiaient les

éléments ainsi divulgués. Ainsi, le procès du juge Pascal sera celui du secret de l'instruction et des abus d'une justice soumise au pouvoir parce qu'elle est au fond une justice de classe.

A propos...

Reflet d'une société

Dix enfants de 8 à 15 ans ont commis plusieurs cambriolages à Dôle dans le Jura. Ils ont d'abord dévalisé une baraque foraine et une école maternelle. Pourquoi ? Pour acheter des planches à roulettes. Une semaine après les premiers larcins, ils dérobaient directement des planches à roulettes dans un magasin de sport. Ces enfants seront jugés par un juge pour enfants.

Cinq jeunes garçons de 11 à 15 ans, ont été arrêtés samedi dernier à Menton dans les Alpes-maritimes. Ils avaient dévalisé des villas de la région et ont été surpris par la police alors qu'ils dérobaient des objets dans une église de Gorbio au nord de Menton. Avec le produit de leur butin, ils s'offraient de copieux repas dans des restaurants de la région.

Quatre garçons âgés de 12 à 14 ans ont saccagé 17 chalets depuis le début du mois de mai dans la vallée de Munster près de Colmar. Ils ont été arrêtés samedi. Après audition, ils ont été remis à leurs parents. Dans les chalets, ils cassaient la vaisselle, ouvraient les robinets des cuves à mazout, du gaz, etc.

POURQUOI ?

On peut s'interroger sur la signification de ces trois faits que l'on nomme « divers » habituellement. Une certaine opinion parle de ces enfants en les traitant de voyous en herbe, de délinquants en culottes courtes. Ils ont été arrêtés, ils sont ou seront traduits en justice. Mais qu'ont-ils fait ? Dans leur esprit, ils ont fait des choses qui n'ont rien de répréhensible. Quel jeune n'a pas aujourd'hui sa planche à roulettes si, du moins, ses parents ont de quoi lui en acheter une. Et pourquoi, si les parents n'en ont pas les moyens, ou ne veulent pas acheter un tel jouet, ne pas se débrouiller seul pour s'en procurer ? Quel mal y a-t-il à aller manger dans des restaurants ? Est-ce un délit ? Certainement pas. Quant à casser de la vaisselle ou ouvrir des robinets, n'est-ce pas une forme de jeu ?

Plus que les adultes, les enfants sont influencés par ce qu'ils voient, ce qu'ils entendent, par l'exemple que leur donne la société. Ils ont besoin eux aussi d'idéal, d'activité. Mais que leur offre la société ? Des jouets qui coûtent cher et que certains ne peuvent se procurer qu'en les volant. Ces enfants font ce que leur inspire la société bourgeoise en place à travers les exemples donnés au cinéma, à la télé, par la publicité, ou dans la rue... Et le plus scandaleux, n'est-il pas qu'elle fait ensuite intervenir contre eux la police, la justice et déjà les assimile à des délinquants, alors que les actes de ces enfants précisément la condamne elle, ses inégalités sociales et ses valeurs pourries.

Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre, Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité, S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
Prénom
Adresse
Profession

Sur TF1 «L'évènement»
Jeudi 21h25 et vendredi 21h55

LA CHINE SANS MAO

Suite de la page 8

Ils considèrent qu'il s'agit sans doute de rendre la bande des Quatre responsable de « tout ce qui ne va pas » et de s'en servir comme de « bouc émissaire ». Et pourtant, comme l'écrit aussi Jacques Renoux dans « Télérama » : « Les quatre ont considérablement réduit et parfois même arrêté la production. Ils ont étouffé la vie intellectuelle et artistique, créé des conflits et des affrontements dignes d'une véritable guerre civile. Certaines régions ont approché de la famine ».

Pourquoi ces quatre anciens dirigeants, membres du Bureau politique du Parti communiste chinois, sont-ils publiquement et si souvent pris à partie aujourd'hui en Chine ?

Ce n'est certes pas en tant qu'individus mais essentiellement parce qu'ils ont défendu une ligne et appliqué une politique contraire aux intérêts du peuple. Sous prétexte d'extrémisme révolutionnaire, leur ligne ne permettait pas de continuer l'édification du socialisme pourtant indispensable à la révolution et a même conduit à des régressions importantes. Ne réussissant pas à la faire accepter par les masses et le Parti communiste chinois, ils se sont constitués en groupe fractionnel et ont incité au fractionnisme pour essayer de la faire passer de force, violant le centralisme démocratique de leur parti et la démocratie socialiste.

Leur politique, ayant néanmoins eu quelque influence, a eu des conséquences négatives dans tous les domaines.

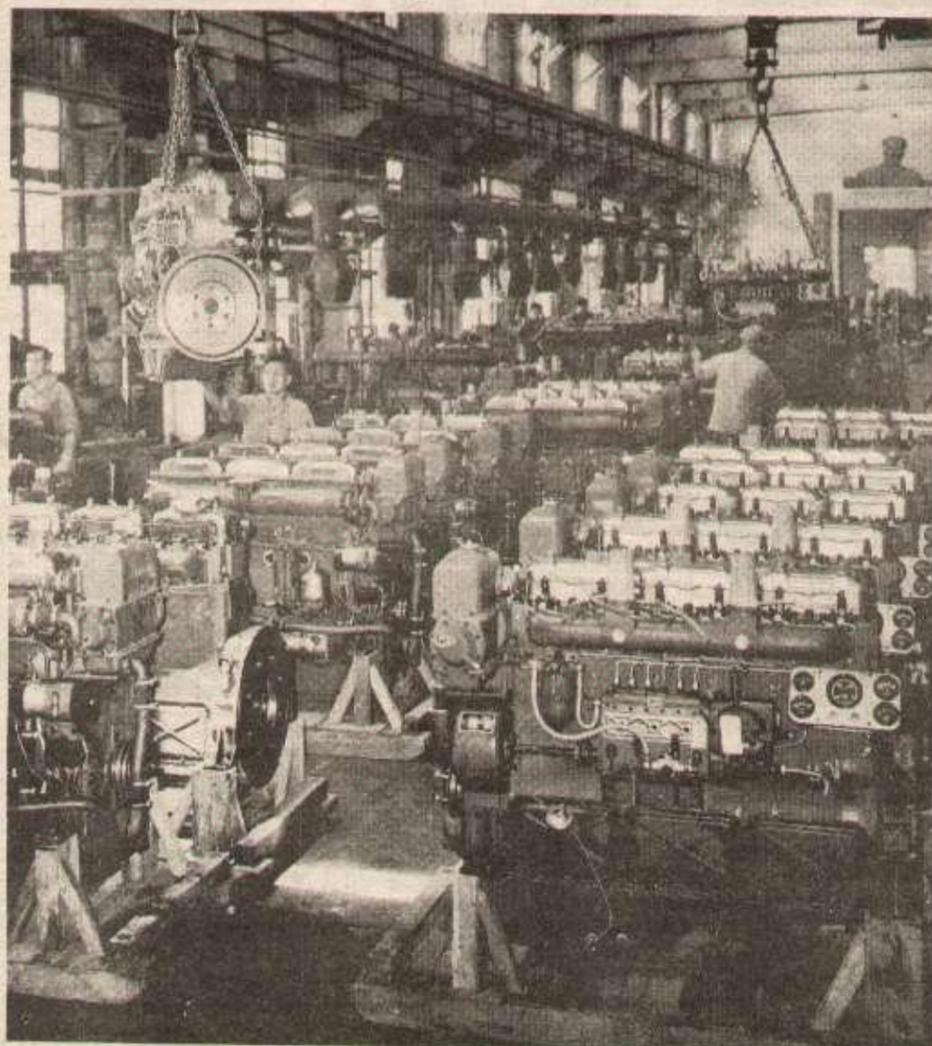
conséquences que depuis leur arrestation (sur l'ordre du Comité central du PCC en septembre 1976), un mouvement de critique avec large débat au sein des masses se poursuit en Chine.

Ce débat, sous la direction du Parti communiste chinois, doit conduire à des réajustements dans tous les secteurs, pour mettre en œuvre les acquis (70 % selon

le président Mao lui-même) de la Grande révolution culturelle prolétarienne, après avoir déblayé et supprimé les aspects négatifs liés à la politique des Quatre et aux mesures qui en ont découlé. Ce sont ces quelques faits qu'il faut avoir en tête pour regarder et juger de ces émissions.

N'hésitez pas à nous écrire ce que vous en avez

pensé, vos interrogations et réflexions. Elles nous seront utiles pour la série d'articles que nos journalistes vont entreprendre la semaine prochaine en page 7 pour raconter et expliquer ce qu'ils ont vu pendant près d'un mois de voyage en Chine à l'invitation du « Quotidien du peuple », organe central du Parti communiste chinois.



Sous le socialisme, l'augmentation de la production sert à améliorer le bien-être du peuple.

Le doigt sur la plaie

La direction du PCF « ira-t-elle plus loin, non à l'analyse de surface des résultats électoraux, mais à l'essentiel : à l'analyse de son changement de ligne et de sa dissimulation ? Telle qu'elle est, c'est pratiquement impensable », signale Althusser dans un de ses articles dans le « Monde ». La direction du PCF ne se posera pas les questions vraies qui se posent, alors que peuvent faire les militants ?

La question est d'autant plus cruciale pour Althusser qu'il remet en cause le vide théorique, la fausse théorie du manuel d'économie politique du PCF, mais aussi son absence d'analyse de classe vraie, sa mauvaise conception de l'unité du peuple.

Dans ces conditions, pourquoi le philosophe persiste-t-il à faire des propositions pour sortir le PCF de son impasse actuelle ? Pourquoi appelle-t-il les militants à transformer de l'intérieur le PCF, ce qui est impossible. Et qui plus est, pourquoi fait-il des propositions qui ne peuvent qu'embellir la ligne du XXIIe congrès qui a amené les résultats désastreux que l'on connaît. « La définition d'une politique d'alliance de toutes les forces ouvrières et populaires, combinant des contrats au sommet avec le développement du parti à la base : une ligne d'union populaire... », propose Althusser.

Cette idée est tout à fait récupérable par le rapport Marchais au dernier Comité central. Dans sa dernière partie, Marchais ne parle-t-il pas d'unité dans la lutte des diverses couches populaires, ne parle-t-il pas d'alliance à la base pour refaire l'Union de la gauche ?

Toutefois, le philosophe met le doigt sur un grand nombre de points sensibles dans la ligne et l'activité de son parti. Il apporte une analyse et des précisions sur certains faits. C'est surtout cela que nous retiendrons. Les récits d'Althusser mettent dans l'embarras les Marchais, Laurent, Leroy qui à longueur de textes, d'interviews ou de télévision ont été à la tête de cette ligne politique et de cette activité.

Il n'est pas impossible non plus que ce que dit Althusser sème ou confirme des questions chez de nombreux militants de base. Et cela non plus n'est pas sans importance aujourd'hui, au-delà des inconséquences d'Althusser lui-même.

PCF : CE QUI EST REMIS EN CAUSE PAR ALTHUSSER

Les quatre articles d'Althusser publiés par le « Monde » avaient été l'objet, tout comme les positions d'Ellenstein d'ailleurs, de vives critiques de Marchais lors de la réunion du Comité central du PCF qui suivit l'échec national de la gauche.

Depuis lors, c'est incontestablement le philosophe Louis Althusser qui est la cible favorite de la direction du PCF, tandis que l'on parle beaucoup moins en ce moment de l'historien Ellenstein.

Un article de Paul Laurent, publié à la première page de l'« Humanité » de samedi dernier et intitulé « Graves propos de Louis Althusser », parle de « déclaration de guerre » du philosophe. Paul Laurent, au nom du Comité central du PCF lui reproche d'avoir appelé à mener le combat dans le PCF et d'avoir cri-

qué les partis dits eurocommunistes, le PC italien, espagnol et français, dans le journal italien « Paese Sera ».

Les positions développées par Althusser sont devenues quelques jours ensuite un objet de polémique entre « La lettre de l'Unité », organe du PS et l'« Humanité ».

Althusser au centre des contestataires du PCF ? On ne peut dire cela. Il semble bien qu'il soit la cible choisie par le bureau politique pour étouffer les critiques qui fusent de toutes parts au sein et à l'intérieur du PCF. Mais on ne peut faire d'Althusser le chef des contestataires.

D'ailleurs, la contestation dépasse de plus en plus le cadre de quelques intellectuels en vue, y compris la contestation publique. Le « Monde » et d'autres journaux ont cité une lettre ouverte d'une trentaine de militants de l'UEC, une autre d'une centaine de militants du PCF. Il y a aussi tous ceux qui écrivent aux journaux mais ne sont pas pu-

bliés. Il y a enfin tous ceux qui n'écrivent pas à la presse, des ouvriers surtout, mais qui n'en pensent pas moins.

L'influence d'Althusser est toutefois évidente sur une grande partie des étudiants de l'UEC, et aussi sur d'autres couches de militants. Que peut bien dire d'aussi grave ce philosophe qui précise pourtant à chaque occasion qu'il compte rester dans le PCF et se reconnaît globalement dans la ligne du 22e congrès ? Il est tout simplement de ceux qui mettent le doigt sur la plaie : la stratégie et la pratique du PCF qu'il faut remettre en cause aujourd'hui plus que jamais.

Trois critères

Pour juger ou tout simplement comprendre les déclarations des divers militants ou intellectuels contestataires du PCF, il y a trois critères de référence :

1) L'attitude par rapport à l'URSS. L'URSS reste le centre mondial du révisionnisme, le centre de référence des « partis frères », comme le PCF. Les critiques ont jailli contre l'URSS, mais à des niveaux différents. Globalement, le PCF considère officiellement l'URSS comme un pays socialiste, au-delà de quelques critiques sur les libertés et les camps de concentration par exemple. Des militants vont par contre jusqu'à reconnaître la vérité : l'URSS n'est plus un pays socialiste, mais capitaliste.

2) L'attitude par rapport au centralisme démocratique au sein du PCF. C'est sans doute le point qui fut le plus sensible au départ pour beaucoup de militants qui lancèrent la polémique interne et externe.

3) L'attitude par rapport à la ligne, à la stratégie du PCF. Très vite, le débat en arriva à la question : quelle stratégie fallait-il suivre hier et faut-il suivre aujourd'hui, vis-à-vis du PS, de la classe ouvrière et des autres couches de la population, des élections. Ce qui est remis en cause de façon encore partielle bien souvent, c'est la ligne du XXIIe congrès, la stratégie électorale, la tactique d'Union du peuple de France.



Passez vos commandes à l'APN BP 279, 75 886 Paris Cedex 18

«UN PARTI CALQUÉ SUR L'APPAREIL D'ETAT BOURGEOIS»

«... Il faut dépasser les simples faits (chers à Fiterman) pour saisir ce que Lénine appelait leur liaison interne », c'est ce que se propose de faire Althusser après avoir constaté l'échec du PCF et de l'Union de la gauche aux dernières élections et après avoir constaté aussi que le Comité central refusait de répondre sur le fonds aux questions des militants, refusait de chercher les causes de cet échec.

L'essentiel de l'analyse d'Althusser après ces élections porte sur la politique intérieure du PCF, sa pratique au sein des masses et son fonctionnement interne. Sur l'URSS, il est étrangement silencieux. Dans les quatre articles écrits dans le « Monde » il n'en parle qu'une seule fois : « Et comme tout ce qui se produit d'officiel en URSS n'a d'autre effet que d'étouffer la théorie marxiste, tous ceux qui se sont employés depuis 20 ans en France, à bri-

coler sur les problèmes soviétiques ont contribué à achever ce qui subsistait chez nous (le PCF) de théorie marxiste. »

LE PARTI-ETAT

Sur le centralisme démocratique, Althusser est plus bavard. Il compare le PCF et son mode de fonctionnement à l'Etat bourgeois lui-même. Il voit tout d'abord un aspect

« parlementaire » bourgeois dans le PCF : « A une extrémité se trouve le peuple des militants, qui discutent librement dans leurs cellules et leurs sections. C'est le « peuple » souverain : mais il s'arrête pile une fois atteinte la barre des secrétariats de fédération dirigés par des permanents. »

Au-dessus de ce « peuple souverain » (en apparence) : tout l'appareil, la « machine » des cadres, dirigeants et permanents à vie. Tous unis par un pacte qui fait l'unanimité de façade, chacun faisant corps avec le voisin, pour garder sa place, quelle que soit la situation et quelles que soient les critiques des militants de base. C'est la « responsabilité » collective.

Quant au second aspect, « l'aspect militaire du parti »,

c'est le cloisonnement entre les cellules, l'absence de toute communication interne autre que verticale, de la base au sommet ou plutôt du sommet à la base.

Ces deux aspects conjugués produisent ce qu'Althusser appelle « Le mode de fonctionnement bourgeois de la politique ».

NI THEORIE NI ANALYSE CONCRETE

Quant à la ligne du PCF, Althusser critique tout d'abord la façon dont elle est parachutée du sommet, en prenant comme exemple la façon dont ont été annoncés les virages dans la ligne du PCF (sur la bombe atomique, l'Europe, le PS, etc.) sans débat préalable, ni postérieur.

Il condamne la façon dont la direction du PCF a agi avec le PS et explique en partie l'échec électoral par le changement d'attitude du PCF vis-à-vis du PS, son durcissement soudain en 1977.

Plus profondément, il critique l'absence de théorie et d'analyse concrète des classes sociales en France : « L'abandon de la théorie marxiste signifie à coup sûr l'aveuglement théorique, donc l'aveuglement politique (car la théorie est hautement politique) : nous venons d'en faire l'expérience depuis quelques années jusqu'au 19 mars. Vous croyez que la direction va faire le rapprochement ? ».

Il ajoute : « Le sort réservé à la théorie marxiste dans le parti n'est pas au bout de ses

conséquences. Ainsi, qui dit abandon de la théorie marxiste, dit du même coup abandon de l'analyse concrète ».

L'abandon de la théorie et de l'analyse des classes en France (« l'analyse concrète ») est à l'origine selon Althusser, de la mauvaise façon de s'adresser à la classe ouvrière, de l'échec de l'unité de différentes classes et couches sociales dans l'Union du peuple de France et donc de l'échec électoral.

Sur ces bases, il fait quatre propositions : « Une théorie marxiste rendue à la vie », « Une critique et une réforme approfondie de l'organisation interne du parti », « Une analyse concrète de la situation de classe en France (...) » et enfin, la définition d'une politique d'« union populaire ».

Sur TF1 «L'évènement»

Jeudi 21h25 et vendredi 21h55

LA CHINE
SANS MAO

Dans cette émission, qui passe en deux parties, nous verrons Jacqueline Dubois interviewer à Shanghai, Tientsin et Yenan, des paysans, des ouvriers et paysans et soldats chinois. Cette émission devrait donc nous permettre de mieux connaître et comprendre la vie, les problèmes du peuple chinois ainsi que la phase nouvelle d'édification du socialisme dans laquelle la Chine est entrée.

Certes, les interprétations et commentaires des auteurs de l'émission tendront peut-être à suggérer que la Chine connaît un retour en arrière depuis l'écrasement de la bande des Quatre. Nombre

de gens et de journalistes qui parlent de la Chine ont tendance en effet à voir dans la remise en ordre actuelle une rupture avec la Grande révolution culturelle prolétarienne et une contestation globale de cette dernière qu'ils assimilent en bloc à l'orientation du président Mao. Ils ont alors du mal à penser, lorsqu'ouvriers et paysans chinois rendent responsables de nombreuses insuffisances et erreurs présentes ou passées la politique de la bande des Quatre qu'il s'agisse d'autre chose que d'un endoctrinement.

Suite page 6

MONOPOLE DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION : Le Conseil des ministres a adopté un projet de loi complétant la loi du 7 août 1974 relative à la radiodiffusion et à la télévision. Les atteintes au monopole de l'État dans le domaine de la radiodiffusion et de la télévision n'étant pas — d'après une récente décision de justice — sanctionnées par les dispositions du code des P et T relatives aux signaux radio-électriques, il « complète » la loi par ceci : la diffusion d'émissions qui enfreindraient le monopole du service public national de la radiodiffusion-télévision sera désormais punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 10 000 à 100 000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Le tribunal, en cas de condamnation, prononcera la confiscation des installations et des appareils. Ceci est dirigé contre les radios libres.

AUTOBUS PARISIENS : DÉTERMINATION DES GRÉVISTES : Les travailleurs de la RATP (les machinistes des autobus), se montrent déterminés à poursuivre le mouvement. Ils se rassemblent ce jeudi matin à 8 h 30 devant l'hôtel de ville, avant de se rendre en cortège devant le siège de la RATP, quai des grands Augustins. Les consignes de grève, pour ce jeudi, sont données par l'ensemble des organisations syndicales. En début d'après-midi, les syndicats se réuniront pour faire un bilan et étudier les suites à donner à cette action.

ALSTHOM-ATLANTIQUE : 3 000 LICENCIEMENTS ? La CGT de la métallurgie a annoncé, mercredi à Belfort, qu'un plan de restructuration prévoit la suppression de 3 000 emplois à la société Alstom-Atlantique. Elle n'a pas précisé les échéances, ni les sociétés qui seront touchées.

La direction d'Alstom à Belfort a, pour sa part, démenti les « informations alarmistes de la CGT ».

Selon la fédération CGT de la métallurgie, la direction d'Alstom-Atlantique (société de constructions électromécaniques et navales dont la principale unité de production se trouve à Belfort) prépare un plan de rationalisation des fabrications d'établissement à établissement.

PALESTINE VIT ET RÉSISTE

Avec le Groupe des Arts populaires de la Révolution palestinienne (Chants, danses, poèmes, artisanat, spécialités palestiniennes) et le Dr Fathi Arafat, président du Croissant rouge palestinien

DIMANCHE 28 MAI DE 14 A 19 H
Mutualité - 24, rue St-Victor, Paris - 5e
(Mo Maubert-Mutualité)

Union générale des étudiants de Palestine
Association Médicale Franco-Palestinienne

● Tahiti

Le procès des indépendantistes
est reporté

Le 10 mai, devait s'ouvrir devant la cour d'assises de Papeete*, le procès de sept militants indépendantistes, dont quatre risquent la peine de mort. En fait, il n'a pas eu lieu.

Pour l'un d'eux, Ching, le chef d'accusation c'est « Association de malfaiteurs », il est accusé d'en être un « meneur ». Trois avocats ont pris sa défense : un de Paris, un de Genève et un de Nouméa (Nouvelle-Calédonie). L'inculpation en droit n'est pas réalisée, rien n'ayant été prouvé.

Deux sont accusés d'assassinat, les autres de vols, recel d'explosif. Les deux premiers ont pour avocat maître De Felice du barreau de Paris, les avocats (commis d'office) qu'ils avaient n'étaient pas présents aux

interrogatoires. Quant aux quatre autres ils n'ont eu que des avocats « commis d'office », c'est-à-dire imposés par la chambre locale (de Papeete), de la cour d'assises.

Toute la procédure a été irrégulière, les droits de la défense n'ont pas été respectés : les avocats commis d'office, absents au cours des interrogatoires, quatre des sept inculpés (internés depuis sept mois !) n'ont même pas vu un seul avocat !... En somme les bonnes

vieilles méthodes coloniales !

C'est sur ce fait qu'il y a recours pour tous les sept inculpés, devant la Cour de cassation. Celle-ci devrait statuer d'ici trois mois.

Le procès est donc reporté. C'est la première fois qu'il y a un pourvoi en cassation en Polynésie dite « française » ; ça fait du bruit. La présence d'avocats extérieurs a été d'un poids important.

A noter aussi la présence, par solidarité avec les inculpés, d'un leader du PALIKA (Organisation de libération de la Nouvelle-Calédonie**).

La veille du « procès », de la dynamite avait été volée aux îles Sous-le-Vent (situées au nord de Tahiti).

Il y a eu aussi une alerte à la bombe à l'aéroport de Faaa (Tahiti). Le jour du « procès », le climat était très tendu. Il y avait au moins 50 gendarmes devant le tribunal (fouilles, etc)

Il y a une grande solidarité entre les accusés. Maintenant que l'affaire commence à être connue (bien que la « grande presse » fasse le silence total dessus) la lutte pourra s'amorcer plus facilement.

A noter qu'il n'y a pas encore eu d'instruction en ce qui concerne la mutinerie

de janvier 1978 (voir HR No 887). Les inculpés sont les mêmes !

Une des questions les plus importantes à résoudre rapidement est de fournir au moins un avocat aux quatre inculpés qui n'en ont pas (et qui sont les plus défavorisés socialement). Pour cela, le « Collectif pour l'information et la popularisation des luttes polynésiennes », avec le soutien d'organisations des DOM-TOM et d'organisations françaises (dont l'Humanité rouge), organise une souscription pour permettre d'envoyer au moins un avocat et un meeting de popularisation à la lutte du peuple polynésien se tiendra prochainement.

Un tract et une affiche vont être édités à cet effet.

Soutenons activement les luttes du peuple polynésien contre le colonialisme français.

* Papeete, île de Tahiti, est la capitale de la Polynésie dite « française » (colonie baptisée « territoire d'outre-mer »), située dans le Pacifique Sud, à l'est de l'Australie.

** La Nouvelle-Calédonie fait également partie des prétendus « territoires d'outre-mer ».

● URSS

Orlov jugé à huis-clos



Malgré le dispositif policier, attroupement aux abords du procès.

Sept ans de camp à régime sévère et cinq ans d'assignation à résidence, c'est la peine qui a été requise hier, à Moscou, contre le physicien Youri Orlov, un des représentants du « Comité de surveillance de l'application des accords d'Helsinki ». Un important service d'ordre tenait à l'écart ses amis et les journalistes étrangers. Seuls son épouse et ses deux enfants ont été autorisés à entrer dans la salle pour entendre le réquisitoire du procureur. A sa sortie, sa femme, Irina a été fouillée et déshabillée par les hommes du KGB. Le procès des deux dissidents géorgiens, Zviad Gamsakhouria et Merab Kostava à Tbilissi se déroule dans un huis-clos encore plus strict. Eux aussi risquent sept ans d'emprisonnement et pour tenter de les discréditer l'agence Tass fait courir le bruit qu'ils sont passés aux « aveux » et manifestent leur « repentir ». Décidément, l'URSS est bien redevenue une prison des peuples qu'elle était à l'époque du tsarisme.

Relance des stages temporaires

Un objectif : masquer le chômage

500 000 jeunes arrivent en fin de stage. 600 000 jeunes de plus sur le pavé en juillet : c'est en juillet 1977 que Barre lançait son fameux pacte national pour l'emploi. Il s'agissait, à l'approche des élections législatives, de replâtrer le chômage en proposant un emploi temporaire à près d'un million de jeunes. Les patrons ont pu ainsi employer comme bouches-trous des jeunes sous-payés tout en étant exonérés des charges sociales par le gouvernement. Mais fin juin, la majorité de ces jeunes vont se retrouver à nouveau sur le pavé tandis que 600 000 jeunes sortis des écoles vont augmenter le nombre des chômeurs. Pour tenter d'atténuer une situation explosive le Conseil des ministres a donc décidé de lancer un pacte national bis pour l'emploi des jeunes qu'il étend également aux femmes de plus de vingt-six ans, preuve s'il en est de l'importance que revêt également le chômage des femmes. Robert Boullin a insisté sur le caractère « transitoire » de ce pacte tout en prétendant cyniquement qu'il devait permettre « une bonne insertion professionnelle des jeunes ». De plus, le gouvernement a réduit de moitié des cadeaux qu'il réserve aux entreprises qui embaucheraient dans le cadre du pacte. Il ne cherche qu'à masquer un peu le chômage croissant des jeunes et des femmes.